

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de la Réunion

Bi-mensuel N°5

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément du journal Lutte ouvrière N° 2526 - Prix : 1 €

*Canne à sucre :
des millions
pour les
industriels*

Page 3

*Mélenchon aux
Antilles :
l'empire
(français)
contre-attaque*

Page 5

*Clinifutur :
salariés en
souffrance,
patients en
déshérence,
profits en
abondance !*

Page 8

*Nathalie
Arthaud : une
candidate
communiste
révolutionnaire*

Page 12

L'année 2017 qu'ils nous préparent et celle qu'il nous faudrait



Gémes Sándor / Szomszéd ; Spc. Christopher Brecht
Scd ?rfi.fr

L'année 2017 qu'ils nous préparent et celle qu'il nous faudrait

Même les adeptes de la méthode Coué auront du mal à qualifier 2016 de « bonne année » pour l'humanité, qui paye un lourd tribut à l'organisation capitaliste de la société.

Le bilan de l'année passée, c'est d'abord la guerre. Le monde est ravagé par les conflits, de la Syrie au Yémen, de la Libye à l'Irak, de l'Afghanistan à la Birmanie, jusqu'à l'Ukraine et à la Turquie si proches. Oh, ce n'est pas perdu pour tout le monde : en 2016, les ventes d'armes ont battu des records. Pour les marchands de canons français, les guerres sont des aubaines : vente de Rafale à l'Inde, de sous-marins à l'Australie, d'hélicoptères à Singapour et au Koweït, de véhicules blindés, etc.

Presque tous les pays ont augmenté leur budget militaire, à commencer par les pays occidentaux, en particulier les États-Unis, qui dépensent à eux seuls la moitié du budget militaire mondial. En France même, malgré les jérémiades des hauts gradés, l'armée française est à la noce : elle aura bientôt de nouveaux fusils, des sous-marins et des avions. En 2017, la hausse des ventes de ces engins de mort devrait se poursuivre. Trump ne coupera pas dans le budget de l'armée, et Fillon, Le Pen ou Valls non plus.

Quand ils dépensent plus d'argent pour les armées, nos dirigeants en dépensent moins pour les écoles, les hôpitaux, les services utiles à la population. De plus, ils alimentent aussi les guerres et leurs répercussions, les attentats terroristes.

Des centaines de milliers de

migrants fuient ces guerres terribles ou des dictatures féroces, la misère et la faim, au péril de leur vie. Partout en Europe, l'extrême droite, suivie par bien des partis de gouvernement, les a désignés comme les responsables des maux qui accablent les travailleurs. Mais le chômage, les bas salaires, la précarité n'ont pas commencé avec les migrants et n'ont rien à voir avec eux !

Dans ses vœux, Hollande s'est encore vanté de la baisse du chômage. Mais il y a en France un million de chômeurs de plus qu'en 2012 ! Les chiffres officiels traduisent surtout l'augmentation de la précarité. Et chaque famille populaire voit se poursuivre la dégradation que nous connaissons depuis des années.

En réalité, ceux que la crise épargne, ce sont les plus riches. Dans les bilans de l'année, la bonne santé des milliardaires a été soulignée. Ainsi, le patron de LVMH Bernard Arnault a vu sa fortune augmenter de 7 milliards d'euros (+ 22 %). Le patrimoine de ce monsieur permettrait de payer 1,5 million de salariés au smic, cotisations comprises, pendant une année. Ou encore de construire 50 hôpitaux et des centaines d'écoles. Non seulement nos gouvernements ne limitent pas cet enrichissement, mais ils l'alimentent par les cadeaux fiscaux aux entreprises.

La fortune des plus riches se construit avec l'exploitation des travailleurs : les ouvrières du textile au Bangladesh, récemment licenciées par centaines pour avoir fait grève pour une augmentation de leur salaire, fixé à 63 dollars mensuels ; les

mineurs du Congo qui, dès l'enfance et au péril de leur vie, vont extraire les métaux rares dont les multinationales de l'électronique ont besoin. Avec aussi l'exploitation des travailleurs ici, comme cette caissière d'un Auchan City de Tourcoing licenciée pour un écart de caisse de 0,85 euro, ou comme cette autre caissière du même supermarché, enceinte, qu'on a obligée à rester à son poste de travail jusqu'à en faire une fausse couche. Ce n'est pas seulement la férocité d'un chef qui est en cause. C'est surtout que derrière, il y a des actionnaires, la famille Mulliez, dont l'enrichissement repose sur l'exploitation sans limite de leurs salariés.

Alors, si on peut faire un vœu pour 2017, c'est que les travailleurs se servent de leur force, de leur rôle indispensable dans l'économie, où ils produisent toutes les richesses. Qu'ils s'en servent pour défendre leurs intérêts, pour mener la lutte de classe. Pour contester l'ordre social capitaliste qui met en péril toute l'humanité.

Et puis, au printemps, nous serons appelés à voter pour l'élection présidentielle. Cela ne changera pas les choses, car quel que soit l'élu, il gouvernera pour les riches. Mais les travailleurs peuvent se servir du bulletin de vote pour se faire entendre. Ils peuvent se servir du bulletin de vote pour dire leur rejet de ce système capitaliste aussi injuste que barbare. Ce sera le sens de la candidature communiste de Nathalie Arthaud.

Canne à sucre : des millions pour les industriels

Dans un communiqué de presse paru le 16 décembre, le gouvernement a fait savoir que la Commission européenne a donné son accord pour le versement par la France d'une aide annuelle de 38 millions d'euros à la filière sucrière ultra-marine. Cette aide est censée venir soutenir la filière canne qui serait mise en danger par la fin des quotas sucriers et des prix garantis sur le marché européen, à partir du 1er octobre 2017.

À cette échéance, les quotas nationaux qui garantissaient aux producteurs de sucre européens un écoulement certain à l'intérieur de l'Union européenne n'auront plus cours. Depuis l'annonce de cette libéralisation des marchés, les capitalistes du sucre dont Tereos n'ont eu de cesse de pousser des cris d'orfraie en expliquant que les directives à venir entraîneraient une baisse significative des prix et affecteraient leurs marges bénéficiaires.

Les suppliques des industriels, relayées par les parlementaires de l'Outre-mer auprès du gouvernement ont été entendues. Ce dernier a exhaussé leur vœu en leur attribuant 38 millions dont 28 millions devraient

revenir à La Réunion, montant supposé du manque à gagner à cause de la fin des quotas. Cette subvention complète les fonds européens du programme POSEI (Programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité) qui s'élèvent à 75 millions d'euros par an, ainsi que les fonds nationaux de 90 millions d'euros par an. Ce sont donc pas moins de 128 millions d'euros que l'État met sur la table pour soutenir la production de sucre et de rhum en Outre-mer sans compter les multitudes mesures d'aides non négligeables comme par exemple la prime bagasse versée aux planteurs et aux usiniers. Pour environ 14 euros par tonne de cannes livrées à l'usine, Tereos perçoit un peu moins de quatre euros. Quand on sait que la production annuelle de cannes tourne aux alentours de 1 900 000 tonnes, cela fait un joli pactole qui tombe dans la poche de cette multinationale.

Cette aide de 28 millions presque acquise, reste à savoir quel montant sera versé aux planteurs. Ils réclament une hausse du prix de la tonne de canne payée par l'usinier. Celle-ci, inchangée depuis des années se monte à 39,09 euros, dont 22 euros sont pris en charge par le POSEI. Autant dire

que Tereos ne paye presque rien de sa poche. Les planteurs espèrent que des nouvelles négociations de la convention canne qui auront lieu en janvier sortiront une revalorisation de ce prix.

Dans toutes ces discussions, les ouvriers d'usine, les ouvriers et les techniciens agricoles n'ont pas voix au chapitre. À croire que la filière canne se résume aux seuls usiniers et planteurs. Pourtant, ce sont avant tout ces travailleurs qui créent les richesses issues de la production de la canne. Pas les industriels, pas les propriétaires. Alors que les industriels et les gros planteurs s'enrichissent sur leur dos et grâce aux millions d'aides publiques, les ouvriers agricoles continuent de trimmer pour des salaires de misère, souvent embauchés au noir sur les exploitations agricoles. Ceux des usines sont à peine mieux lotis avec des salaires qui avoisinent le Smic et des conditions de travail qui se dégradent de plus en plus.

Alors, lorsque les politiciens au pouvoir prétendent agir pour sauvegarder les emplois ce sont surtout les profits des capitalistes qu'ils préservent.

Logements : l'État entre en « action » sans moyens supplémentaires

En visite dans l'île le 19 décembre, la ministre de l'Outre-mer, Ericka Bareigts, a appelé à « la mobilisation de tout le monde » pour faire davantage de logements à La Réunion. Seulement, le propos de la ministre n'inclue pas l'État qui selon elle « a fait un effort considérable, (mais) n'est ni une entreprise, ni un bâtisseur ». Le seul effort que le gouvernement consent c'est de débloquer 4,8 millions supplémentaires qui serviraient à construire 157 nouveaux logements. Une production bien insuffisante pour atteindre le nombre de logements nécessaire (en l'occurrence de

logements sociaux) qu'il faudrait créer chaque année pour satisfaire la demande.

De l'aveu du préfet de La Réunion qui a dressé le bilan pour 2016, seuls 2000 logements sociaux sont sortis de terre. Pour 2017-2018, 3000 logements sont programmés. Mais ce nombre reste très inférieur aux 5000 logements par an (4000 neufs et 1000 réhabilités) que l'État et les sociétés immobilières se sont fixé dans leur propre « plan logement Outre-mer », lui-même étant déjà de moitié inférieure à ce qu'il faudrait construire réellement.

La ministre de l'Outre-mer estime que l'État a beaucoup dépensé en dégageant 186 millions d'euros en 2016. Mais sur cette somme 100 millions sont allés en défiscalisation, c'est-à-dire en baisse ou crédits d'impôts pour les sociétés immobilières principalement.

Au lieu de financer directement la création de logements par le biais d'une société publique de construction, l'État préfère subventionner les sociétés immobilières et autres capitalistes du béton, qui ainsi s'enrichissent sans apporter la solution qui conviendrait à la question du logement.

Chômage : une situation insupportable

Parce que le chiffre officiel des chômeurs de la catégorie A a baissé pour le troisième mois consécutif, les partisans du gouvernement se sont félicités de ce qu'ils appellent une « embellie » sur le terrain de l'emploi. De tels propos sont indécents. La catégorie A compte ceux qui n'ont eu aucune activité dans le mois, aucune formation, aucun stage, et qui sont disponibles pour un emploi à temps plein. Même ceux qui ont été licenciés économiquement et qui bénéficient d'un Contrat de Sécurisation Professionnelle ne sont pas comptés dans cette catégorie.

Il y a 3,7 millions de chômeurs en catégorie A en métropole et dans les DOM-TOM, soit un salarié sur sept. Parmi eux, les deux tiers sont des chômeurs de longue durée, dont beaucoup doivent survivre à l'aide des minima sociaux ou même sans aucune ressource.

Le comble est que, au lieu de baisser, le total des inscrits à Pôle emploi est lui en augmentation, à plus de 6,5 millions de personnes, sans même compter une grande partie des 1,9 million de personnes touchant le RSA qui ont perdu tout espoir de trouver un emploi et qui ne sont plus inscrites à Pôle emploi. Le chômage de

masse, qui dure et s'amplifie, touche de façon directe ou indirecte toutes les familles. Ceux qui ont un emploi subissent le chantage des employeurs et doivent supporter le blocage des salaires et l'aggravation insupportable de leurs conditions de travail.

Le chômage est le résultat de la guerre de classe que le patronat mène à l'ensemble du monde du travail, pour la préservation et l'augmentation de ses profits. Pour en finir, il faut remettre en cause la domination des capitalistes sur la société et leur imposer de prendre sur leurs profits pour répartir le travail, avec pour tous un salaire décent.

Prix, c'est reparti !

En cette fin d'année, le gouvernement socialiste a décrété que l'augmentation du coût de la vie était si faible que la revalorisation du SMIC ne s'élèverait qu'à 0,93 % au 1^{er} janvier 2017.

Faible l'augmentation des prix ? Jugeons-en : les journaux ont relevé des augmentations de prix des produits frais (légumes et fruits) de 50 % sur les marchés forains en cette fin d'année !

Faibles les augmentations de prix annoncées pour janvier ? La bouteille de gaz va prendre 70 centimes de plus, le gazole 6 centimes de plus au litre et

le sans-plomb 7 centimes. Le prix du timbre-poste va passer de 80 à 85 centimes. Pour compléter le tableau la Poste va augmenter ses frais de tenue de compte de 50 % et EDF annonce une nouvelle augmentation de ses tarifs de 2 % en juin.

Pour le gouvernement et celui qui le remplacera cette politique se poursuivra... jusqu'au jour où les travailleurs se réapproprions ce slogan qui fut aussi leur objectif : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! »



Orphé : bien loin de Gramsci

Dans son dernier dépliant vantant son action parlementaire, Monique Orphé, la députée PS de la 6^{ème} circonscription de la Réunion cite Gramsci. Communiste révolutionnaire italien, Gramsci se situait résolument dans le camp des travailleurs. Il mourut suite à de mauvais traitements infligés en prison par le régime fasciste de Mussolini.

Orphé dit « partager entièrement le constat » avec Gramsci qui à juste titre disait : « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ». S'appuyant sur ces propos,

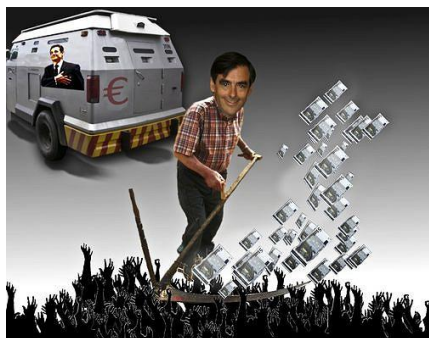
elle cite les attentats sur le sol français, la montée du populisme, avec le risque de voir le Front national arriver au pouvoir. Mais pas un mot sur le chômage de masse, la pauvreté et la précarité, ou sur la loi Travail qu'elle a défendue avec détermination, alors que ce sont là les problèmes majeurs auxquels sont confrontés quotidiennement les travailleurs. Et pourtant, Orphé le sait fort bien, c'est sur de tels terreaux propres à la société capitaliste pourrissante, que prospèrent à nouveau les idées d'extrême droite.

La mise en garde d'Orphé, par ailleurs membre de la commission des

Affaires sociales qui n'a guère brillé sous le gouvernement Hollande, est de ce fait hypocrite.

Gramsci, un des principaux dirigeants du Parti communiste italien lorsqu'il se constitua, avait de tout autres objectifs que se garde bien de rappeler Orphé. « *Le prolétariat ne peut briser, ni modifier le système des rapports capitalistes de production d'où dérive son exploitation, sans l'abattement violent du pouvoir bourgeois* », voilà ce que disait le parti de Gramsci ; voilà ce que combat le parti d'Orphé.

Le projet de Fillon : diminuer les moyens de l'éducation



Gérard Longuet, un des soutiens de Fillon, a rendu public un rapport qui détaille, dans le domaine de l'éducation, les attaques que prévoit la droite au cas où elle reviendrait au pouvoir. Le rapport propose de contraindre les enseignants des lycées à

travailler deux heures de plus par semaine sans les payer. Leur objectif est de supprimer le paiement des heures supplémentaires qui se sont multipliées ces dernières années, et qui permettaient de compenser les 80 000 suppressions de postes effectuées sous Sarkozy. Cela ferait économiser un milliard d'euros au budget de l'Éducation nationale.

Un autre volet concernerait l'annualisation du temps de travail des enseignants du secondaire. Ceux-ci étant pris par les surveillances et les corrections de copies au moment du baccalauréat, ils seraient obligés de rattraper ces heures de cours non faites pendant le reste de l'année, ce qui aboutirait à une augmentation

supplémentaire du temps de travail. À tout cela s'ajouterait la suppression de nombreuses options dans les lycées, avec pour conséquence l'augmentation du nombre moyen d'élèves par classe, alors qu'elles sont déjà de plus en plus surchargées.

L'ensemble de ces mesures pourrait aboutir, d'après les syndicats d'enseignants, à la suppression de 150 000 postes, le tiers des emplois que Fillon promet de supprimer dans la fonction publique s'il est élu président.

Les moyens destinés aux services utiles à la population ne doivent pas être réduits pour financer les cadeaux des plus riches. Cette politique mise en œuvre par tous les gouvernements, y compris de gauche, est inacceptable.

Mélenchon aux Antilles : l'empire (français) contre-attaque

En voyage aux Antilles, Mélenchon s'est adressé aux électeurs d'Outre-mer au nom de la « patrie commune ». Vu des Antilles ou de La Réunion, la patrie dont parle Mélenchon, c'est celle de la bourgeoisie française, résultat de siècles de pillage et de violences. Cet empire, ou plutôt ce qu'il en reste, Mélenchon veut le mettre mieux en valeur, en faire mieux profiter les entreprises françaises.

Il a ainsi dénoncé le fait qu'aux Antilles, 95 % des poulets sont importés et il a parlé de la dépendance énergétique des îles. Mais, pour le poulet comme pour une grande partie de la nourriture, la situation résulte du monopole exercé sur le grand commerce par les familles bourgeoises descendantes des propriétaires d'esclaves. Ces mêmes familles détiennent également les sociétés importatrices de carburant.

Ce monopole, l'administration française ne le combat pas, elle l'organise. Les politiciens locaux, quelle que soit leur couleur politique,



ne s'y opposent pas, ils le gèrent. Ce pouvoir de la grande bourgeoisie, Mélenchon ne le conteste pas non plus. Il ne l'a été que par les travailleurs antillais, lors de la grève générale de 2009. Mais ni aux Antilles, ni dans les autres DOM ni même en métropole, Mélenchon ne s'adresse aux travailleurs. Il noie les

différences de classe, les intérêts opposés des travailleurs et des capitalistes, dans des appels aux citoyens et aux patriotes.

Quand on efface la différence entre les maîtres et les esclaves, entre les patrons et les travailleurs, c'est toujours pour prendre le parti des exploités.

Valls en campagne : rock acrobatique

Manuel Valls multiplie les déclarations pour tenter de se démarquer du bilan de Hollande, et donc de son propre bilan.

Ainsi, il n'a pas hésité à dire qu'il était prêt à supprimer l'article 49.3 de la Constitution, lui qui l'a utilisé à six reprises pour imposer les lois Macron et la loi Travail. Il a aussi pris ses distances avec le crédit d'impôt compétitivité et emploi, voté sous Ayrault et maintenu quand il était Premier ministre. Sur la déchéance de la nationalité, il fait porter le chapeau à Hollande : « *le président qui*

l'a présentée devant le Congrès le 16 novembre 2015. »

Dans quelques semaines Valls dira qu'il était un opposant à Hollande, comme le font d'ailleurs ses principaux adversaires à la primaire de la gauche, Montebourg et Hamon, qui ont pour eux d'avoir quitté le navire plus tôt. Sauf que pour Valls, Premier ministre de Hollande durant deux ans et ministre de l'Intérieur sous Ayrault, les délais sont bien courts pour qu'il puisse se racheter une virginité.

Fil Rouge

Procès Lagarde : une négligence à 400 millions

La Cour de justice de la République a déclaré Christine Lagarde coupable de négligence dans l'affaire Tapie... sans la condamner à la moindre peine. Lagarde a pu reprendre ses occupations à la tête du FMI, où elle veille aux intérêts des grands usuriers de la planète.

Sa négligence ? Une bagatelle ! Alors ministre de l'Économie de Sarkozy, elle n'a pas contesté un arbitrage qui accordait 403 millions d'euros sur les deniers publics à Bernard Tapie, pour lui éviter un procès hasardeux. Cette « négligence a rendue inéluctable l'appropriation par les époux Tapie de 45 millions d'euros », malgré l'annulation pour fraude de cet arbitrage.

Luxleaks : il a dit la vérité, il faudra l'exécuter

Le procès en appel concernant le Luxleaks s'est ouvert au Luxembourg. En première instance, deux anciens employés d'un cabinet qui avaient dénoncé le système quasiment industriel d'évasion fiscale avec l'accord des autorités luxembourgeoises, avaient été condamnés à de la prison avec sursis ainsi qu'à une amende. Un journaliste qui avait réalisé une émission à la télévision sur le sujet était également inculpé, mais pas condamné.

De toute évidence, les autorités luxembourgeoises, en tête desquelles on trouve l'ancien Premier ministre du Luxembourg Jean-Claude Juncker, devenu ensuite président de la Commission européenne, sont non seulement complices d'une évasion fiscale à très grande échelle, mais ce sont même elles qui l'ont organisée. Et le Luxembourg n'est pas seul en cause. D'autres pays européens pratiquent de même, comme la Suisse, où des lanceurs d'alerte ont été également poursuivis par la justice. En fin de compte, l'évasion fiscale tous azimuts est une autre façon qu'ont les États de servir les groupes capitalistes.

ceux qui les servent, de Trump à Daech en passant par Hollande, Fillon et Le Pen.

Le programme de Macron : du flou... sauf pour le patronat

Dans ses meetings, Macron se présente comme le candidat du travail et du pouvoir d'achat. Tout un programme !

Macron, à son tour, veut alléger le « coût du travail », c'est-à-dire faire de nouveaux cadeaux au patronat. Mais comment faire mieux et plus que les socialistes au pouvoir, dont il était, et qui ont avec le CICE organisé le transfert de dizaines de milliards d'euros au profit des actionnaires des plus grandes entreprises ? Macron propose de faire la même chose avec un autre emballage, en transformant ce dispositif en une baisse permanente des cotisations patronales.

Pour tenter de séduire les salariés, Macron leur promet une augmentation du pouvoir d'achat, mais sans mettre à contribution le patronat. Il propose de

supprimer les cotisations des salariés pour le chômage et la maladie, et d'augmenter en contrepartie la CSG. Les salariés verraient-ils leur pouvoir d'achat augmenter ? Rien n'est moins sûr.

Enfin, Macron a évoqué une assurance chômage universelle et un droit à la mobilité professionnelle, qui deviendrait un devoir dans la mesure où le chômeur aurait l'obligation d'accepter un travail correspondant à ses compétences.

Bien que nouveau venu sur la scène politique, Macron a déjà appris à entretenir le flou dans ses discours et dans ses propositions... sauf quand il s'agit d'annoncer des mesures en faveur du patronat. Car là, c'est très clair !

Après l'attentat de Berlin : les travailleurs ne doivent pas se laisser diviser

Lundi 19 décembre, un camion a foncé dans un marché de Noël à Berlin faisant 12 morts et 48 blessés, dont 14 dans un état très grave. Il s'agit d'un attentat terroriste, un acte barbare, à l'image de ceux de Paris et de Nice mais aussi de ceux commis presque quotidiennement dans les villes, les marchés, les écoles des pays en guerre, de l'Afghanistan à la Syrie, à Alep comme à Mossoul, par Daech, par l'armée syrienne, par les avions russe, américaine, française...

De même que les bombardements occidentaux nourrissent les vocations terroristes, l'attentat de Berlin a suscité un déferlement de propagande réactionnaire, et pas seulement en Allemagne. En France, le FN, la droite et jusqu'au député PS Malek

Bouth ont amalgamé terrorisme et migrants. Comme si les millions de familles qui fuient aujourd'hui les bombes, la peur, la faim n'étaient pas les premières victimes du terrorisme des grandes puissances et des bandes comme Daech. Trump, tout juste élu président des États-Unis, en a lui profité pour prêcher la guerre de religion, évoquant une chrétienté menacée par l'islamisme.

Mais pour les travailleurs, la frontière ne passe pas entre les différentes origines ou nationalités, ni entre les différentes religions. Elle ne passe pas non plus entre les exploités et ceux qui le sont plus encore, entre les opprimés qui ont un toit et ceux qui n'en ont plus. Pour les travailleurs, les seuls étrangers sont leurs exploités et

Le bilan d'un quinquennat : « Actionnaires, enrichissez-vous ! »

Hollande n'a pas été avare en mesures financière en faveur des entreprises. Le CICE, mis en application dès 2013 s'est élevé pour l'année 2016 à 19,2 milliards de crédit d'impôt. Ce à quoi Hollande a rajouté en 2014 le Pacte de responsabilité, avec à la clé 12 milliards de plus de baisse de cotisations et d'impôts. Pour 2017, Hollande a offert une énième baisse des cotisations sociales et des impôts pour un montant de 5 milliards. Et il a voulu finir en beauté avec la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, de 33% maximum à 28% maximum. Le coût de cette mesure, qui rentrera pleinement en application d'ici 2020, est estimé à 17 milliards d'euros.

Pour la seule année 2017, le montant des cadeaux accordés aux entreprises par Hollande approchera celui des frais financiers que l'État doit payer pour sa dette globale, soit 15 % du budget de l'État. Cela s'ajoute bien sûr aux milliards de cadeaux faits par les précédents présidents et gouvernements.

Cet argent correspond à ce qu'auraient coûté 1,5 million d'emplois payés 1 500 euros net, toutes cotisations sociales comprises. Les dépenser ainsi aurait réduit à zéro d'un coup les déficits de la Sécurité sociale et des caisses de chômage. Au lieu de cela, dans le même temps, depuis 2012, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 1,3 million. Mais aucun candidat des grands partis qui concourent pour occuper les places au gouvernement de la bourgeoisie ne remettra en cause cette politique de pillage des fonds publics.

Gattaz : une lettre au père Fillon

Juste après Noël, Gattaz a adressé un grand bravo à Hollande pour le Pacte de responsabilité qui aurait fait grimper le taux moyen de marge des entreprises de 28 à 32 %. Mais voilà, celui des patrons allemands culminerait

à 41 %. Le compte n'y est donc pas et Gattaz demande donc 90 milliards, à rajouter aux 41 milliards déjà prévus par le CICE. Où les prendre ? Là aussi, c'est simple : il suffirait de tailler 20 milliards par an dans les dépenses publiques et d'augmenter de deux points la TVA dès le lendemain de l'élection.

Côté « relations » sociales il faudrait, selon Gattaz, un « dialogue social simple et direct ». Il y a trop de délégués, trop de formalisme qui « amène une politisation des rapports sociaux », il faudrait donc revoir les fameux seuils où sont imposés comités d'entreprise et élections de délégués du personnel. Et surtout, « plafonnons tout ce qui doit l'être, pour éviter que les décisions de justice déstabilisent l'entreprise », à commencer par les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif.

Pour appliquer ce programme patronal sans fard, la gauche semblant hors-jeu pour l'élection qui vient, Gattaz compte sur Fillon, s'il « ne revoit pas ses ambitions à la baisse ». Il devra donc agir vite, car « on tourne autour du pot depuis des années ». Que Fillon soit père Noël pour le patronat et père Fouettard pour les travailleurs, voilà ce qu'attend Gattaz.

Services publics : assez de numéros surtaxés !

Plusieurs établissements hospitaliers mais aussi les Caisses d'allocation familiales et l'Assurance-maladie ont recours à des numéros de téléphone surtaxés.

Familles et usagers avaient protesté en 2010, quand il était apparu que les numéros surtaxés se multipliaient dans les services publics. Les organismes qui y avaient recours avaient alors reculé. Mais les numéros surtaxés reviennent sur la pointe des pieds, et des usagers mécontents s'en sont plaints à la presse.

Pour expliquer ce choix, des gestionnaires invoquent la rigueur budgétaire. D'autres font valoir qu'ils sont ainsi joignables 24 heures sur 24 sans avoir besoin d'embaucher du personnel supplémentaire. Cette surtaxe est généralement de 15 centimes la minute et les sociétés privées à qui les établissements

confient la mise en place de ce système d'appel, comme Locatel ou Relais H, empochent 75 % de la somme.

En attendant, ce sont les patients et leurs proches qui paient. Comme l'exprimait avec colère l'un d'entre eux : « Tout est devenu payant à l'hôpital : les patients et les familles sont devenus des vaches à lait ! »



« Que pas un élève sans papiers ne manque à l'appel ! »

C'est sous ce mot d'ordre que 300 personnes, dont 200 lycéens de l'établissement de Privas en métropole, ont manifesté mercredi 30 novembre à la sortie des cours jusqu'à la préfecture. Ils demandaient la régularisation de tous les élèves sans papiers qui pourraient être menacés d'expulsion.

Après avoir rappelé tout le long du parcours que « Nous sommes tous des enfants d'immigrés » et demandé « Des papiers pour tous », plusieurs interventions de jeunes, souvent émouvantes, ont eu lieu devant la préfecture. Ils ont dit qu'ils ne comprenaient pas que l'on veuille empêcher des jeunes d'étudier et de s'intégrer, marquant en particulier leur solidarité avec un élève arménien de terminale, dont la famille a reçu de l'État un ordre de quitter le territoire français.

Ces jeunes ont compris qu'ils devaient se mobiliser pour protéger les leurs de la politique d'expulsions menée par ce gouvernement. La seule solution, à la fois humaine et réaliste, au problème des sans-papiers et des migrants est la liberté de circulation et d'installation pour tous, et non le renforcement des frontières qui ne protègent ni les jeunes ni les travailleurs en général.

Dépakine : action de groupe contre Sanofi

Quatorze victimes de la Depakine ont engagé une procédure judiciaire collective contre les laboratoires Sanofi. C'est la première fois que des victimes s'organisent dans ce qu'on appelle « une action de groupe ».

Sanofi est accusé d'avoir commercialisé depuis cinquante ans la Depakine, un médicament antiépileptique qui a provoqué des malformations congénitales et des troubles graves du comportement chez les enfants dont les mères en prenaient

pendant leur grossesse. Dès 2 000, des études avaient mis en évidence la responsabilité de la Depakine. Mais il a fallu attendre 2006 pour que le médicament soit déconseillé pendant la grossesse, et 2008 pour que les risques encourus soient explicités. Entre-temps, plus de 1 000 enfants sont nés atteints de malformations et entre 3 000 et 4 000 souffraient de troubles du comportement.

À l'annonce du scandale, la ministre de la Santé, Marisol Touraine,

avait déclaré que les victimes de la Depakine allaient être indemnisées rapidement. Mais Marisol Touraine considère que c'est à l'État de payer et ne prend aucune mesure contre Sanofi, pourtant totalement responsable.

On ne sait pas si la nouvelle possibilité juridique de porter plainte en groupe permettra de faire avancer les procédures et de faire payer Sanofi, mais les victimes de ce trust et de son exigence de rentabilité ont toutes les raisons d'y recourir.

Budget militaire : la grande muette sait se faire entendre

Le chef d'état-major de l'armée, le général Pierre de Villiers, a publié une tribune le 21 décembre, pour demander une augmentation plus importante du budget de la Défense. L'armée française doit pouvoir « assurer, dans la durée, la protection de la France et des Français », prétend ce galonné. En réalité, si les soldats français sont intervenus au Mali, en Centrafrique et sont présents dans de nombreux pays africains, c'est exclusivement pour

protéger les intérêts de Bouygues, Bolloré, Areva et quelques autres groupes capitalistes, la lutte contre le terrorisme n'étant qu'un prétexte.

Côté budget, Pierre de Villiers sait qu'il est déjà prévu que les crédits destinés à l'équipement de l'armée augmentent, de 16 milliards d'euros en 2013 à 19,1 milliards en 2019. Mais, en fin tacticien, ce général sait aussi qu'en cette période de campagne présidentielle il faut savoir revendiquer

pour que, quel que soit l'élu en 2017, le budget militaire sorte gagnant des élections. Valls, Fillon et Le Pen lui ont aussitôt répondu qu'ils l'avaient reçu cinq sur cinq.

Quant aux PDG de Dassault, Safran, Thales et de tous les autres groupes du secteur de l'armement, ils n'ont rien dit mais ils n'en pensent pas moins : les milliards réclamés par les militaires, ce sont eux qui vont les empêcher.

DANS LES ENTREPRISES

Clinifutur : salariés en souffrance, patients en déshérence, profits en abondance !



Après avoir supporté pendant des années bas salaires et mauvaises conditions de travail, les aide soignantes et auxiliaires de vie de la

clinique La Paix (groupe Clinifutur) ont décidé de dire stop ! Elles se sont mises en grève le 12 décembre après que leurs revendications concernant

l'indemnisation des jours fériés et une augmentation de salaire égale pour tous de 250 € aient essuyé une fin de non-recevoir de leur direction en Négociations annuelles obligatoires.

Depuis cette date, elles n'ont pas repris le travail et ont planté leur piquet de grève devant l'entrée de la clinique. La direction qui a réduit l'effectif de l'établissement au strict minimum (certaines nuit, il suffit d'une absence pour que l'infirmière de garde se retrouve à gérer deux étages et 66 lits !), s'est retrouvée fort dépourvue avec ce personnel gréviste en moins pour assurer les soins hospitaliers (pathologies lourdes de plus). Elle a dû fermer un étage et renvoyer de nombreux patients se faire soigner chez eux.

Non contente de refuser l'ouverture des négociations, la direction a fait dépêcher un huissier pour espérer constater, en vain, une éventuelle « entrave à la liberté du travail ». Le directeur de l'établissement pressé d'en finir avec la grève s'est déplacé à plusieurs reprises sur le piquet pour expliquer aux grévistes que la clinique perdait de l'argent (dans cette clinique qui aux dires du PDG lui-même ne représente que 2 % du chiffre d'affaire de l'ensemble du groupe !). Le PDG de Clinifutur a déclaré de son côté qu'il avait décidé dans sa grande générosité de ne supprimer aucun emploi et qu'il fallait donc que les travailleurs mécontents prennent patience et attendent que le groupe investisse dans de nouvelles installations (il a l'intention de créer un « hôpital de jour ») pour pouvoir espérer des augmentations de salaires.. dans cinq ans !

Vendredi 23 décembre à l'issue de la deuxième semaine de grève, on a vu Méhez, le directeur de la clinique accompagné du DRH du groupe Clinifutur, venir à la rencontre des grévistes pour leur débiter la lettre ouverte du PDG, Deleflie. Celui-ci, après leur avoir déclaré hypocritement « partager vos préoccupations devant la vie qui ne cesse d'augmenter »... les sommait de « reprendre immédiatement le travail sans concessions préalables » et leur proposait en guise d'ultime provocation de « reprendre la gestion de l'établissement pour un euro symbolique ».

Face à cette débauche de mensonges et de mauvaises plaisanteries, les grévistes sont restés de marbre, ou plutôt ont décidé de s'adresser à leurs collègues exploités des autres cliniques du groupe. Ils sont ainsi allés distribuer des tracts à la clinique Sainte Clotilde de Saint Denis. Ils se sont rendus aussi en délégation auprès de leurs camarades de la clinique de Saint Joseph dans le sud de l'île qui les avaient invités à venir discuter de leur action. Suite à cela, une dizaine de travailleuse de cette clinique ont débrayé une demi-heure

lundi 26 décembre réclamant un 13ème mois et 500 euros d'augmentation. La réponse de la direction ne s'est pas fait attendre, trois d'entre elles ont été convoqués pour des entretiens pour sanctions jeudi 5 janvier. Cela n'a pas eu l'effet escompté par la direction, car un préavis de grève a été déposé par nouvelle section CGTR qui vient d'être créée !

Des distributions de tracts d'explications ont été faites à plusieurs reprises à l'entrée du groupement hospitalier de l'Est où se trouve la clinique de la Paix et plusieurs centaines d'euros ont été collectés en soutien. Plusieurs structures du syndicat dans l'île ont aussi envoyé des sommes conséquentes en soutien aux grévistes qui, en fait, au-delà de leurs propres intérêts, mènent la lutte pour l'augmentation de tous les bas salaires dans l'île. C'est aussi cette conscience que leur revendication salariale pourrait être partagée par des milliers d'autres travailleurs qui les encourage à continuer.

La réunion tripartite grévistes-direction-inspection du travail demandée par les grévistes tenue le vendredi 30 décembre n'a toujours rien donné. La direction campant sur sa position de refus de toute concession. Mais cela n'a pas entamé la détermination des grévistes qui ont décidé de reconduire leur grève lundi 2 janvier, après les fêtes !

Clinifutur : un groupe capitaliste réunionnais en pleine expansion

Le groupe Clinifutur est un groupe réunionnais dont le patron, Michel Deleflie, est un ancien médecin en cardiologie opérant au CHU de Saint Denis mais qui a ensuite décidé de se lancer dans les affaires avec d'autres compères.

Sa politique a consisté à racheter des établissements présentant des problèmes financiers ou de direction.

Il est à la tête aujourd'hui d'une quinzaine d'établissements de santé à La Réunion avec 1300 salariés, mais s'est aussi lancé depuis quelques années dans le rachat de cliniques en France, à Mayotte et même au Tchad où il exploite 1200 autres travailleurs.

Il possède aussi plusieurs centres de dialyse à la Réunion, mais aussi à Madagascar, quatre maisons de retraites, des participations dans de nombreuses autres entreprises et réalise un chiffre d'affaires de plusieurs centaines de millions d'euros. L'argent, ce n'est pas de cela qu'il manque !

La politique de Clinifutur : pressurer les salariés

La règle générale dans le groupe Clinifutur, ce sont les bas salaires. On bosse comme des dingues et on n'a rien au bout. Travailler dur et se retrouver à quémander une avance sur salaire pour finir le mois, voilà dans quelle situation se retrouvent certains salariés du groupe.

Tout est bon pour remettre en cause les dispositions favorables aux travailleurs souvent obtenues suite à leurs luttes : ainsi à la clinique de la Paix où les salarié(e)s sont en grève depuis le 12 décembre dernier, la direction a décidé de leur sucrer l'indemnisation sur 8 jours fériés. Elle se refuse aussi à augmenter les salaires de 250 € alors que les aides-soignantes et auxiliaires de vie plafonnent à 1300 € par mois. À la clinique de Saint Joseph, les salariées n'ont pas le droit au 13ème mois et leurs salaires sont tellement bas qu'elles réclament 500 € d'augmentation.

Lors des négociations de rachat récent de la polyclinique des Chênes à Aires-sur-l'Adour, Clinifutur a fini par obtenir sous la pression la suppression du 13ème mois et les 2 % d'augmentation de salaire obtenu par la lutte en 2014.

Turquie : la répression en marche

Lundi 19 décembre, l'ambassadeur russe à Ankara a été assassiné par un jeune policier des forces spéciales. Comme lors des attentats précédents, le gouvernement a aussitôt interdit toute information sur le sujet, craignant d'être gêné par les déclarations du kamikaze. En effet, selon certains médias, le policier assassin aurait agi au nom du front al-Nosra, scission

Ainsi, le 17 décembre, à Kayseri, en Anatolie centrale, une camionnette bourrée d'explosifs a fait sauter un bus transportant des soldats en permission. Au lendemain de cet attentat attribué aux nationalistes kurdes de Kayseri, le

d'al-Qaida que la Turquie avait soutenue et armée à partir de 2011 et qui, comme les autres groupes djihadistes, a subi les attaques de la Russie et s'oppose au rapprochement entre le gouvernement turc et celle-ci.

Le gouvernement turc, après s'être profondément impliqué dans la guerre civile syrienne, cherche à en sortir en renouant avec la Russie, l'Iran et même le gouvernement arrêté plus de 800 personnes dans leurs rangs. Des locaux du HDP, le parti légal partisan de l'autonomie kurde, ont été attaqués, voire incendiés.

le régime d'Assad. L'attentat du 19 décembre montre qu'Erdogan ne s'en sortira pas si facilement car, au sein même de ses services, certains pourraient s'opposer violemment à cette orientation, contraire à tout ce que le gouvernement leur a fait faire jusqu'à présent. Et surtout, cet attentat vient s'ajouter à d'autres, eux aussi contrecoup de la politique d'Erdogan. Pour se maintenir au pouvoir, le gouvernement Erdogan continue à faire régner la peur dans le pays. Mais rien ne dit que la répression tous azimuts le sauvera ni d'un nouveau coup d'État, ni d'une révolte populaire

Congo-RDC : Kabila s'accroche au pouvoir

Lundi 19 décembre aurait dû être le dernier jour de Joseph Kabila à la présidence de la République démocratique du Congo, mais Kabila a décidé de rester au pouvoir et a envoyé son armée réprimer ceux qui s'y opposaient, parmi lesquels des jeunes, descendus dans les rues de Kinshasa, qui avaient érigé des barricades et qui ont affronté l'armée à coups de pierres. À Lubumbashi, deuxième ville du pays et capitale de la province minière du Katanga, les forces de répression ont ouvert le feu sur les manifestants venant des quartiers pauvres. La répression a fait au moins quarante morts et de nombreux blessés à travers tout le pays.

Cette crise politique préoccupe les grandes puissances car, depuis toujours, le pays est un eldorado pour leurs trusts. Son sous-sol regorge de minerais que les grandes compagnies exploitent au prix de quelques miettes laissées au clan de Kabila. La famille Kabila contrôle plus de 120 permis d'extraction d'or, de diamants, de cuivre ou de cobalt et possède des dizaines de participations dans la banque, l'agriculture, les carburants, la construction ou l'hôtellerie. L'immense fortune ainsi accumulée n'est pourtant qu'une goutte d'eau par rapport aux profits que font les trusts mondiaux en récupérant pour un prix

dérisoire les matériaux issus de minerais parmi les plus purs du monde.

Les grandes puissances voudraient que ce pillage puisse continuer sans heurt, et l'obstination de Kabila les dérange. Elles, qui l'ont longtemps soutenu, malgré la dictature qu'il faisait régner sur la population, préparent depuis plusieurs années, la relève pour ravaler la façade du régime avant que l'impopularité croissante de Kabila ne débouche sur une explosion sociale.

Mais les jeunes, les travailleurs congolais qui manifestent au risque de leur vie, veulent bien plus qu'un ravalement de façade. Ils veulent en finir avec la misère et l'oppression.

Ce n'est pas le manque d'eau potable qui tue : c'est le capitalisme !

À Abidjan, en Côte d'Ivoire, vient de se tenir un forum international du « réseau des experts pour l'approvisionnement en eau potable en milieu rural ». Selon les chiffres de l'UNICEF, 663 millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable. 800 enfants de moins de cinq ans meurent chaque jour de maladies liées à l'eau. Et qu'est-ce que ces

prétendus experts ont proposé ? Une solution pour ... 2030 ! D'ici là, des centaines de millions de personnes peuvent continuer à mourir.

Il est révoltant de constater que sur une planète où il ne manque pas d'eau, des personnes en meurent. Et ce n'est pas à cause d'un problème technique. On sait forer des puits pour extraire du pétrole, construire des pipelines pour le

transporter sur des milliers de kilomètres, y compris sous la mer. Pourquoi ne ferait-on pas pareil ou mieux pour l'eau potable ?

Dans cette société capitaliste seul ce qui rapporte du profit compte. Et là, les moyens techniques ne font pas défaut.

Éthiopie : État d'urgence et renforcement de la répression



d'une certaine somme d'argent. Dans les régions très fertiles, le gouvernement a fait des propositions aux paysans pour s'accaparer de très grandes surfaces afin de les louer à des capitalistes étrangers. Les paysans se sont rendu compte qu'ils se sont fait berner mais rien n'y a fait, les promoteurs agricoles se sont installés sous la protection de la police et de l'armée pour pratiquer une agriculture industrielle.

Les paysans, chassés par la police et l'armée, ont été contraints d'émigrer par centaines de milliers vers des régions peu fertiles ou vers les villes. Des dizaines de milliers de personnes ont été inculpées. Toute la population est maintenue sous une dictature féroce. Mais le mécontentement est loin de s'arrêter et les manifestations continuent.

Reste à souhaiter que les travailleurs, dont on ne parle pas du tout, réussissent à construire leur propre organisation, au-delà des différences ethniques et religieuses, pour promouvoir leurs propres intérêts.

Depuis que le gouvernement éthiopien a décrété l'état d'urgence, le 9 octobre, pour six mois, il a procédé à l'arrestation de plus de 11 500 personnes selon le chiffre officiel, sans doute bien plus en réalité. La répression frappe surtout les habitants des régions où la contestation anti-gouvernementale est la plus forte après que le gouvernement ait chassé les paysans pour louer leurs terres aux capitalistes locaux et étrangers.

En Éthiopie, la terre appartient toujours à l'État et ne peut être ni vendue ni échangée. Certes, les paysans ont droit de la cultiver gratuitement, mais l'État peut les exproprier contre une compensation financière. Ainsi, pour les besoins d'infrastructures nouvelles (routes, lignes de tramway, etc.), pour la construction d'immeubles modernes, le gouvernement a procédé à la confiscation des terres en échange

Le congrès de Lutte ouvrière

Le congrès annuel de Lutte ouvrière s'est tenu les 10 et 11 décembre. Une large partie des débats a été consacrée aux tâches qui nous attendent dans la période à venir, et en particulier à notre campagne dans les élections présidentielle et législatives de 2017.

Plus généralement, le congrès a constaté combien la crise de l'économie capitaliste continue de peser sur la situation, tant intérieure qu'internationale. L'amplification de la financiarisation de l'économie et les menaces qu'elle recèle n'ont pas

cessé d'augmenter. Le risque de krach financier, plus grave encore que celui de 2008, reste d'actualité.

La crise exacerbe la guerre économique que se mènent les grands groupes industriels et financiers, une guerre économique qui entraîne des tensions politiques, voire militaires, aux quatre coins de la planète. Le développement du terrorisme d'un côté, l'afflux de millions de réfugiés condamnés à une migration forcée de l'autre, sont deux des conséquences des guerres et des tensions internationales et illustrent

toute l'horreur et l'inhumanité de la domination impérialiste.

L'évolution générale de la vie politique est, à l'échelle de la planète, de plus en plus réactionnaire. Les interventions de nos camarades ont mis en évidence que, de la Côte d'Ivoire aux États-Unis, de la Turquie à Haïti, en passant par l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, et les Antilles, il est possible de s'adresser aux travailleurs au nom d'une politique de classe et des idées du communisme révolutionnaire.

Nathalie Arthaud : une candidate communiste révolutionnaire

La conférence de presse organisée au lendemain du congrès de Lutte ouvrière, lundi 12 décembre, a été l'occasion pour Nathalie Arthaud de présenter ce que sera sa campagne pour la présidentielle. Dans cette campagne, Nathalie Arthaud et Lutte ouvrière appelleront les travailleurs à faire entendre les mesures indispensables à la survie des classes populaires. Cela commence par le chômage : il faut arrêter les suppressions d'emplois qui se succèdent dans tous les grands groupes et interdire les licenciements. Au lieu de concentrer le travail sur de moins en moins de salariés, il faut le répartir, en créant des emplois pour tous.

L'autre mesure nécessaire est l'augmentation des salaires et des pensions. Il est impossible aujourd'hui de vivre avec un smic. Les salaires, les pensions, les

allocations doivent augmenter en fonction du coût de la vie.

Tout cela est lié à une autre mesure indispensable : il faut faire la lumière sur la fortune des grands groupes capitalistes, en imposant un contrôle de ces entreprises de la part des salariés. En dévoilant les comptes, nous mesurerions que l'argent existe, qui serait mille fois plus utile employé à embaucher les jeunes et les précaires et à payer des salaires décents.

Les travailleurs doivent raisonner de leur point de vue et mettre en avant leurs intérêts. Lors des mobilisations contre la loi El Khomri, beaucoup ont dénoncé l'augmentation du temps de travail, l'aggravation de l'exploitation, la précarité. Il faut aussi mener ce combat politiquement. Et cela se passe au premier tour.

Pour les travailleurs, l'important n'est sûrement pas de décider qui sera le prochain président de la République. Car tous ceux qui sont

susceptibles d'y accéder sont leurs ennemis et s'appêtent à continuer et à aggraver la politique menée par Sarkozy puis par Hollande.

Le véritable combat se passe dans les entreprises. C'est une question de rapports de force, c'est une question de luttes sociales. Mais, il n'y a pas de raison de laisser le monopole de la parole aux représentants de la bourgeoisie. La candidature de Nathalie Arthaud permettra de montrer qu'une fraction du monde du travail, certes minoritaire, ne se résigne pas et a conscience que, quel que soit l'élu de 2017, les travailleurs seront attaqués et devront se battre collectivement. La frontière politique ne se situe pas entre la gauche et la droite : c'est une frontière de classe, une frontière sociale. Et si Nathalie Arthaud est la seule à se situer sur ce terrain, c'est aussi parce qu'elle est la seule candidate communiste révolutionnaire.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 7 JANVIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 13 JANVIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 22 JANVIER de 8H30 à 10H00

Pour nous contacter :
Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale Lutte ouvrière
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : demande en cours

 **Suivez le blog de
Nathalie Arthaud :**
<http://www.nathaliearthaud.info>